

PLANIFICATION AGRICOLE ET COMPORTEMENT DES MIGRANTS A ANDRIAMBE (O.D.E.M.O), MOYEN-OUEST MALGACHE

Jean-Claude ROUX

Madagascar a été de 1950 à 1972, soit pendant près d'une génération, un terrain privilégié pour les grandes opérations de développement agricole. Les expériences réalisées sur une grande échelle dans le bas Mangoky, les opérations rizicoles entreprises autour du lac Alaotra, la tentative de colonisation agricole réunionnaise de la Sakay et l'opération Moyen Ouest en témoignent avec éloquence. Après 20 ans d'efforts humains et financiers importants, le temps des bilans est apparu depuis quelques années, d'autant plus que la nouvelle orientation du gouvernement malgache en faveur du retour à une expérience nationale de développement rural par les *fokonolona* constitue une rupture avec les méthodes du passé et une manière radicalement différente de concevoir les problèmes. Aussi, il nous paraît opportun de porter une appréciation sur une expérience qui s'est déroulée jusqu'en 1971 dans le Moyen Ouest malgache, celle de l'Office du Développement du Moyen-Ouest dans la région de la Sakay.

Le Moyen Ouest était une région d'une densité moyenne très faible jusqu'en 1950 (1 à 3 habitants par km²), isolée au point de vue des communications et qui était en train de devenir une zone d'élection pour des courants migratoires spontanés formés de paysans issus des Hautes Terres de la région de Tananarive, de l'Ankaratra, du Vakinankaratra et du pays betsileo qui commençaient à connaître une surcharge démographique de leurs terroirs (1). Ces paysans migrants, en entrant dans le Moyen Ouest, se trouvaient placés dans un système économique donnant la prépondérance à l'élevage extensif

traditionnel. Les conflits provoqués par l'installation de ces migrants avec les éleveurs ou paysans des villages anciens ont été étudiés (2). Il semblerait raisonnable d'affirmer que la dissémination, voire l'atomisation, de l'habitat récent du Moyen Ouest, son caractère souvent marginal géographiquement, résulte d'un *modus vivendi* qui s'est instauré lentement et *de facto* entre éleveurs et migrants.

On peut considérer que le Moyen Ouest présentait au début des années 50 la physionomie d'une région aux équilibres internes en voie de modification du fait des mouvements migratoires spontanés et organisés, qui lentement provoquaient une occupation diffuse de l'espace et l'essor des noyaux d'habitats anciens. Dans une zone perturbée par l'apparition de nouveaux groupes avec comme conséquence une redistribution de l'espace qui perdait lentement son caractère de *no man's land* apparent, de nouveaux rapports sociaux, une nouvelle conception de l'utilisation de l'espace, cherchaient empiriquement à se définir.

Sur cette société troublée, instable, non consolidée, sur un espace encore mouvant, on assiste à la surimposition de programmes de mise en valeur qui vont accaparer une partie de l'espace, tenter de redistribuer d'une manière volontariste les courants de migration, et surtout repenser la manière dont était vécu cet espace, ne serait-ce que par la création de voies modernes de pénétration. Il est inutile d'insister plus longuement sur les troubles et traumatismes qui devaient en résulter chez les paysans installés comme chez les nouveaux migrants. La SOMASAK

(1) RAISON J. P. (1972), « Immigration in the Sakay District, Madagascar », in OMINDE S. H. et EJIUGU C. N. : *Population growth and economic development in Africa*. Heinemann. Londres, p. 198-213.

(2) LAVONDES H. et OTTINO P. (1961) : « Problèmes humains dans la région de la Sakay » I.R.S.M. Tananarive. 154 p. + 61 p. annexes, *multigr.*

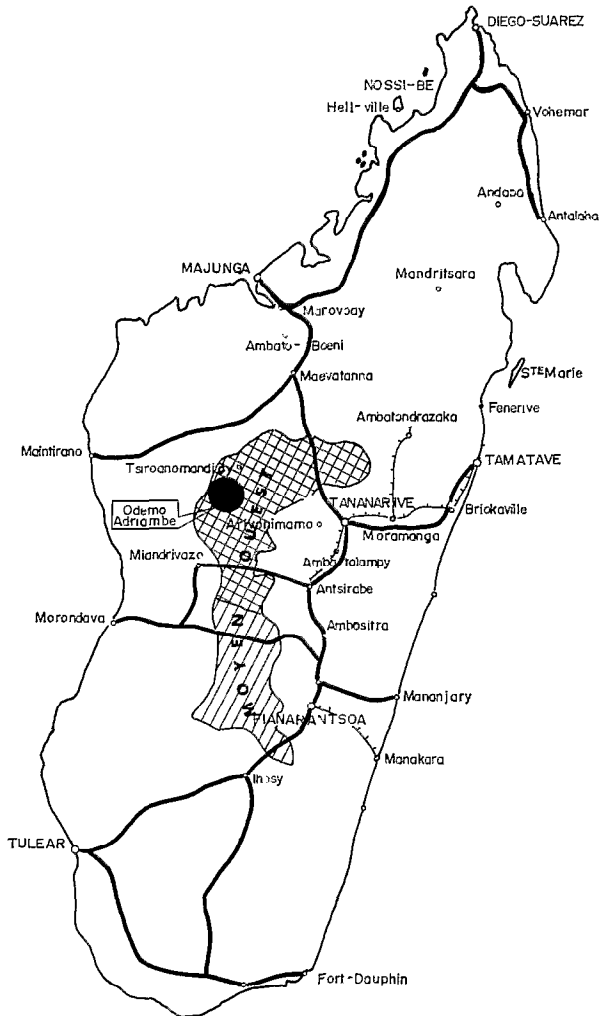


Fig. 1. — Carte de situation du Moyen Ouest malgache.

(Société Malgache de la Sakay) d'abord, l'ODEMO ensuite, puis les ranches de la Ferme d'État (1) ne pouvaient apparaître dès lors que comme des intrus et voir se développer contre leurs entreprises un fond d'opposition plus ou moins passive, voire d'hostilité, affectant les paysans encadrés, participant à ces expériences. La méconnaissance profonde de la réalité humaine en Moyen Ouest et de ses problèmes, explique les échecs enregistrés et la crise grave que traversent aujourd'hui les opérations du style ODEMO ou Ferme d'État. Cette crise modifiera

peut-être radicalement la philosophie des grandes opérations d'aménagement de l'espace malgache, voire les remettra en cause.

1. Historique de l'ODEMO

1.1. PRÉSENTATION SUCCINCTE DE L'ODEMO

L'expérience de l'ODEMO (Office de Développement du Moyen Ouest) a débuté au cours des années 1965-66. Cette expérience était en fait la continuation de l'entreprise commencée au début des années 1960 par la SOMASAK (Société Malgache de la Sakay). Les déboires économiques, psychologiques et financiers de cette société amenèrent vers 1964-65 à une prise de conscience des autorités et des instances de financement (F.E.D. et F.A.C.)(2), on dut réviser certains objectifs peut-être trop ambitieux car trop volontaristes et surtout transformer certaines méthodes d'action. De cette crise naquit en 1966 l'ODEMO. La vocation de l'ODEMO était d'assurer la promotion d'une agriculture moderne ayant comme entrepreneurs des colons bénéficiant, grâce à l'organisation de l'ODEMO, de conseils, de soutiens et d'aides diverses permettant d'assurer leur rapide promotion économique. L'objectif à plus long terme était (grâce aux succès expérimentaux obtenus) la colonisation des espaces encore peu peuplés du Moyen Ouest par l'installation de migrants ruraux issus des secteurs des Hautes Terres en voie de saturation démographique.

En fait, ces objectifs correspondaient à ceux qui avaient déjà été assignés en 1961 à la SOMASAK, mais ils avaient été repris avec une optique plus souple, compte tenu du passif laissé par la SOMASAK; de plus l'ODEMO prenait acte de la présence de nombreux migrants spontanés, auxquels il se proposait d'apporter son aide et sa compréhension tout en reconnaissant leur individualité propre.

L'ODEMO s'étend après six ans d'activité sur l'espace que lui avait laissé en héritage posthume la SOMASAK, soit sur 19.095 hectares. Ces concessions se répartissent en trois ensembles qui s'étendent entre la Sakay et le sud-ouest de Tsiroanomandidy sous forme d'enclaves de superficies variables.

Le secteur le plus oriental est celui d'Anosy, près du centre de l'ODEMO de Mahatsinjo (Babetville ou Ankadinondry). Sa superficie est de 7.625 ha répartis en 168 lots de 32 ha chacun.

(1) Roux (J. C. (1972). « Les problèmes humains et économiques posés par l'installation des ranches de la Ferme d'État Omby (Moyen Ouest) ». O.R.S.T.O.M. Tananarive. 35 p. multigr.

(2) Fonds Européen de Développement et Fonds d'Aide et de Coopération. Voir à ce propos les travaux de P. ORTINO et G. ROY sur les problèmes de la région de la Sakay, ainsi que l'étude P. GOUROU sur la colonisation réunionnaise de la Sakay.

Depuis 1970, le secteur Ihazomay est restructuré en 178 exploitations couvrant 4.500 hectares.

Enfin le secteur d'Andriambe (créé depuis 1965, devenu une réalité à partir de 1968) couvre près de 7.653 hectares répartis en 115 lots.

Dans ce dernier secteur, des rectifications de limites au profit des ranches de la Ferme d'État ont été faites, réduisant la superficie initiale de quelques centaines d'hectares. Ce dernier secteur a été l'objet d'enquêtes (1971-72) qui se sont déroulées en deux phases.

1.2. POSITION ET CARACTÉRISTIQUES DU SECTEUR D'ANDRIAMBE

Le secteur d'Andriambe appartient aux bassins des rivières Tindoha et Mandalo. Leurs vallées sont souvent étroites, les immenses plateaux qu'elles drainent comportent souvent des dépressions à sols hydromorphes au moins temporairement inondées que les paysans malgaches nomment *farihy* (lac).

Les ranches de la Ferme d'État sont inscrits, ainsi que la zone d'Andriambe, dans cet ensemble géographique désigné sous le nom de « pénéplaine » de Belobaka. Cette région peut se définir comme un vaste aplanissement entaillé souvent avec vigueur par les *lavaka* (1) et par les multiples vallées qui délimitent des plateaux aux dimensions souvent réduites. Ce réseau de vallées présente un intérêt agricole non négligeable car si, en saison sèche, les *lanety* (2) et surfaces de plateaux souffrent de la sécheresse, les vallées sont toujours humides et permettent les cultures irriguées. Elles forment des sortes d'oasis longiformes et digitées à l'extrême qui étonnent lorsqu'on descend des plateaux desséchés qui les dominent. Ces vallées, dans la zone d'Andriambe, sont en forme de V, étroites, encaissées, avec des forêts-galeries parfois denses.

Le climat est marqué au point de vue pluviométrique, par une saison des pluies d'octobre à avril, qui peut être affectée par des écarts importants d'une année à l'autre.

Pour Andriambe, nous ne disposons de relevés de précipitations qu'à partir de l'année 1969, aussi il est difficile d'en tirer des conclusions définitives. À titre comparatif, nous avons mis en parallèle les données pluviométriques relatives à Andriambe et celles recueillies pour Tsiroanomandidy, à environ 70 kilomètres au nord-est sur les 27 dernières années.

On peut penser, faute de données précises pour Andriambe, que les faibles précipitations des cinq

Précipitations moyennes : période 1945-1972 pour Tsiroanomandidy ; depuis 1969 pour Andriambe (en mm)

		Tsiroanomandidy mm	Andriambe mm
SAISON DES PLUIES	Octobre.....	62,1	26,3
	Novembre.....	157,2	119,5
	Décembre.....	293,7	290
	Janvier.....	380	315,9
	Février.....	335,7	71,14
	Mars.....	264,4	279,8
	Avril.....	83,3	70,1
TOTAL saison des pluies.....	1 576,4	1 173	
	Mai.....	12,2	?
	Juin.....	6,1	?
	Juillet.....	5,9	?
	Août.....	7,6	?
	Septembre.....	21,4	?
TOTAL saison sèche.	53,2	?	
TOTAL GÉNÉRAL...	1 629,6	?	

mois de saison sèche ne dépassent pas 10 % des précipitations enregistrées durant la saison des pluies.

Si la saison sèche est très marquée, les précipitations sont torrentielles en décembre et janvier. Les retards souvent constatés dans l'arrivée des pluies perturbent souvent les campagnes agricoles et expliquent la primauté donnée par les paysans jusqu'à ces dernières années aux cultures de bas fonds toujours humides.

D'autre part, compte tenu de l'ampleur des précipitations, de la faible couverture végétale et de la forte déclivité des pentes, la protection des sols cultivés est nécessaire pour limiter les effets rapides de l'érosion.

Les températures de la zone d'Andriambe (nous ne disposons pas de relevés précis) semblent similaires à celles enregistrées par la station de Tsiroanomandidy, soit 28°6 pour la moyenne des maxima, et 15°9 pour la moyenne des minima, une moyenne minima-maxima de 21°3. Si les écarts de températures sont sensibles entre le mois le plus chaud, octobre, et le mois le plus froid, juillet, ils ne sont pas aussi accusés que sur les Hautes Terres (on ne constate pas d'arrêt de la végétation en saison froide par exemple).

(1) Forme d'érosion souvent spectaculaire, qui entaille profondément les flancs de collines, qui sont quasiment minés et rongés.
 (2) Terme générique pour désigner les versants autant que les sommets de collines et surfaces de plateaux.

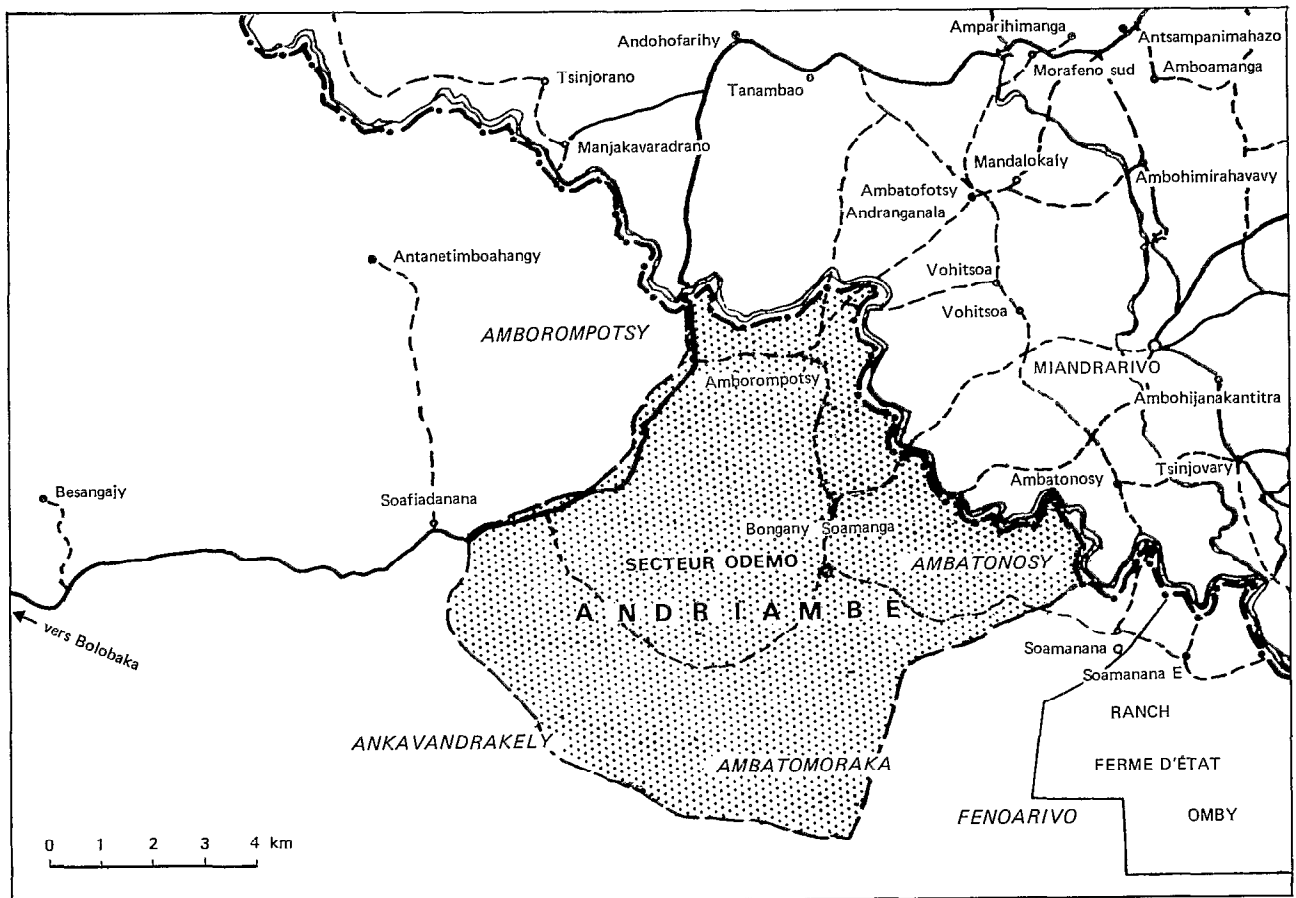


Fig. 3. — Carte de situation d'Andriambe.

Au plan pédologique, on distingue trois types de sols : de plateaux, de bas de pente et de bas-fond (1).

— Les sols de plateaux sont souvent rouge-brun, faiblement ferrallitiques, sur migmatite, gneiss, plus rarement sur gabbro. Ils sont de très bonne valeur agricole lorsque l'horizon organique dépasse 20 cm. Les diverses études pédologiques menées dans la région de l'Imanga et Mandalo (Andriambe) défectent 20 % de sols inutilisables pour l'agriculture, 40 % de sols médiocres nécessitant un réseau anto-érosif et la fumure, et enfin 40 % de sols à vocation agricole sans contrainte.

— Les sols de colluvions de bas de pente sont constitués de dépôts provenant des sols emportés des parties supérieures par l'érosion.

— les sols de bas-fonds sont assez tourbeux, souvent épais de 2 à 3 mètres et très riches en matière organique.

La formation végétale la plus répandue est une steppe à graminées avec quelques rares arbres isolés ; des restes de forêts subsistent dans les bas-fonds non utilisés, et le long des rivières sous forme de forêts-galeries.

Ainsi, la région présente au point de vue des potentialités agricoles, deux vocations : une vocation pastorale perçue depuis longtemps par les habitants de la zone et une vocation agricole qui reste potentielle malgré les qualités des sols et la facilité relative de leur mise en valeur.

1.4. ANDRIAMBE ET SON ÉVOLUTION

Lorsque le secteur d'Andriambe a été retenu comme zone d'intervention de l'ODEMO, il apparaissait comme situé dans un ensemble géographique isolé. En effet, la route goudronnée qui conduit

(1) Voir l'étude de RIGUIER, J. (1954) : « Les cartes d'utilisation des sols à Madagascar ». *Deuxième Conférence inter-africaine des Sols*. Léopoldville. Volume II, p. 1189-1200.

aujourd'hui de Tananarive à Tsiroanomandidy (par la Sakay) n'existait pas, de plus la piste de Tsiroanomandidy à Belobaka qu'on emprunte sur une cinquantaine de kilomètres avant d'atteindre Andriambe, était encore dans un état des plus défectueux. Le choix de cette zone apparaissait donc comme un pari, compte tenu de la difficulté des communications (150 kilomètres environ entre Andriambe et le centre ODEMO de la Sakay). Par contre, ce handicap initial était fortement compensé par la faiblesse des densités humaines. On peut dire qu'Andriambe était pratiquement inhabité lors de l'installation de l'ODEMO, ce qui évita les situations conflictuelles souvent aiguës qui furent l'une des causes de l'échec de la SOMASAK dans la région de la Sakay. Quelques villages ou hameaux entouraient Andriambe et il ne semble pas qu'ils aient souffert de l'appropriation de l'espace par l'ODEMO. Le seul conflit a porté sur les terrains de parcours des bovidés, assez nombreux dans toute cette partie du canton de Belobaka. La faible densité humaine et l'absence de localités notables en dehors de Miandrarivo, à 12 km à l'est (près de 400 habitants) et de Belobaka, plus de 30 km à l'ouest (plus de 400 habitants) apparaît rétrospectivement comme défavorable. En effet, Andriambe comprend près de 300 personnes sur son territoire, mais aucun centre urbain à proximité, aucune possibilité d'assurer un minimum de services et d'équipements collectifs. Actuellement, le secteur d'Andriambe est limité au nord par la piste de Belobaka, à l'est par la rivière Mandalo, au sud-est par le ranch n° 3, et à l'ouest par le ranch n° 1. Ces installations de ranches réalisées depuis 1969-70 empêchent pratiquement toute extension territoriale sensible de la zone d'Andriambe (1).

Après l'achèvement des travaux d'infrastructure de base, les premiers migrants s'installèrent en 1965 (19 familles), en 1966, il n'y eut que 7 nouvelles arrivées, 22 en 1967, 13 en 1968, 19 en 1969, 22 en 1970, 25 en 1971.

L'accélération des installations est devenue sensible à partir de 1969 ; elle a coïncidé en 1970 avec le lancement de nouvelles actions et leur essor grâce à la personnalité du chef de secteur de l'époque. Actuellement près de 100 familles (82 à la fin de 1972) sont installées à Andriambe. Mais la constance des arrivées ne doit pas masquer la fréquence des départs.

Avec moins de 100 familles de migrants installés, Andriambe regroupe actuellement presque la moitié des colons mis en place par l'ODEMO depuis sa

création. Ces chiffres attestent de l'importance prise par ce secteur resté longtemps marginal : la création de la route de Tsiroanomandidy à Babetville et les excellentes pistes créées par les ranches de l'ODEMO, ont permis d'atténuer l'isolement initial de la zone.

Ainsi, sur les 115 lots prévus initialement à Andriambe, le pourcentage d'occupation actuel est des plus satisfaisants avec 82 lots occupés et cultivés. A Andriambe au moins, l'ODEMO semble bien avoir respecté le programme fixé par les plans de charge. Cet aspect donne encore plus d'intérêt à l'analyse critique des résultats obtenus et des conceptions retenues.

2. Les concepts fondamentaux de l'opération ODEMO

Pour comprendre le type d'agriculture auquel on est parvenu à l'ODEMO, et pour juger de ses conséquences humaines et économiques, il est nécessaire de procéder à un rappel des concepts fondamentaux qui présidèrent avec des adaptations dues aux circonstances, à la philosophie de l'opération ODEMO.

2.1. LES FINALITÉS RECHERCHÉES

1. La théorie de base

L'objectif essentiel est la promotion d'une agriculture familiale, associant l'élevage des bœufs et des porcs, intégrée dans un système rationnel de commercialisation des viandes. Des immigrants « sélectionnés » venant des Hautes Terres malgaches surpeuplées et des paysans traditionnels attirés par la rentabilité prévue de ces formes d'agriculture doivent être les artisans de cette régénération du Moyen-Ouest. Les opérations s'inscrivent à l'intérieur de deux plans quinquennaux s'étendant de 1970 à 1980 et comportant plusieurs phases.

Actuellement (1972) se termine la première phase du plan quinquennal 1970-75.

Il s'agit d'une phase d'opération qui reste expérimentale, avec des travaux de mise au point et une extension modeste, puisque 410 exploitations nouvelles devaient être créées par l'ODEMO sur l'ensemble des trois secteurs.

A partir des résultats et conclusions qu'on pourra en tirer, entre 1972 et 1975 un millier de nouvelles exploitations devraient ensuite être créées. Enfin,

(1) Notre étude : « Les problèmes humains et économiques posés par l'installation des ranches de la Ferme d'État Omby (Moyen Ouest) », Tananarive, O.R.S.T.O.M., 1972, 35 p. ronéo + cartes, fait le point sur les problèmes des paysans traditionnels.

entre 1975 et 1980, il y aurait une intensification du rythme de colonisation avec la mise en place de 1000 exploitations par an (1).

2. Modalités d'intervention

La première partie du programme vise à l'intensification de l'embouche bovine. Pour cela, l'amélioration des conditions sanitaires, les vaccinations, l'amélioration de la nourriture des bovins sont les conditions d'une transformation des termes de l'élevage classique. Pour réaliser ce programme on a prévu :

- 1 - aménagement des bas-fonds libres pour la culture fourragère.
- 2 - introduction de pâturages de *Stylosanthes gracilis* (légumineuse fourragère) sur les plateaux.
- 3 - alimentation complémentaire de saison sèche avec le *Kizoz* vert (graminée) et le manioc vert.
- 4 - encadrement vétérinaire du bétail.
- 5 - introduction de charrues et de herses pour supprimer le piétinage des rizières qui fait perdre du poids aux bovidés.
- 6 - amélioration génétique du bétail par croisement avec des taureaux brahmans ou introduction de la race *Renitelo* (croisement très adapté au Moyen-Ouest, du zébu avec des reproducteurs limousins et afrikander).

Le programme agricole, qu'il s'agisse de restructuration d'exploitations traditionnelles ou de créations de nouvelles exploitations pour immigrants, aboutit à la mise en place d'exploitations familiales correspondant aux deux grands types de relief définis : bas-fonds larges ou étroits.

— L'exploitation dite A comprend 10 hectares de cultures sur plateaux dont 5 hectares de cultures en rotation : maïs, manioc, riz pluvial et 5 hectares de pâturages en *Stylosanthes*.

S'y ajoutent dans le bas-fond, 3,5 ha dont 0,50 en rizières, 2 en prairie humide, et 1 ha en *Kizoz* irrigué (2).

La surface géographique totale est donc de 30,25 ha, dont la moitié sur pentes et sols de colluvions.

— L'exploitation de type B correspond aux bas-fonds étroits avec cours d'eau et forêt-galerie.

Elle comprend 15 ha sur plateau dont 5 ha en cultures (maïs, riz, manioc), 5 ha en pâturages de *Stylosanthes*, et 5 ha de pâturages régénérés avec du *Stylosanthes*. Le bas-fond est consacré pour 0,60 ha à du fourrage à couper et 0,50 ha aux rizières.

Le cheptel prévu pour l'exploitation du type A comprend : 30 bœufs d'embouche, 4 bœufs de trait,

2 truies, 24 porcs. Pour l'exploitation du type B : 20 bœufs d'embouche, 4 bœufs de trait, 2 truies, 24 porcelets.

Les revenus monétaires théoriques afférents à ces deux types d'exploitation sont les suivants :

Revenu brut approximatif (en francs malgaches)

	Exploitation type A	Exploitation type B
Produits végétaux..	60 000	60 000
Bovins.....	210 000	135 000
Porcs.....	160 000	240 000
Total brut.....	430 000	435 000
Charges.....	180 000	225 000
Revenus nets (3)...	250 000	210 000

1 NF = 50 francs malgaches.

Il est à noter que ces revenus élevés, provenant surtout de l'embouche bovine et de l'élevage du porc, semblent être des objectifs ambitieux qui, s'ils étaient atteints, révolutionneraient les données de l'économie rurale traditionnelle actuelle.

Ces objectifs techniques ont des implications humaines précises inscrites dans le programme de vulgarisation de l'ODEMO.

La politique sanitaire devra être réalisée par « la mobilisation des éleveurs devenus auxiliaires attentifs et zélés des vaccinateurs ».

Tenant compte de la réalité de la notion de communauté villageoise, y compris parmi les immigrants récents, et de l'importance des notables qui possèdent souvent de gros troupeaux, on sera amené à prévoir « une phase d'action collective suivie d'une individualisation progressive ». En clair, on prévoit au moins les premiers temps une garde en commun des troupeaux par les membres d'un groupe d'habitations.

Un délai de 4 à 5 ans, selon la « perméabilité des groupes » est estimé nécessaire pour obtenir la culture collective de bas-fonds en *Kizoz* et de parcelles de *Stylosanthes* et de manioc sur les plateaux.

Un « vulgarisateur-vaccinateur », contrôlé par un chef de secteur et placé sous la responsabilité technique d'un agent d'élevage, doit conduire par secteur ces actions.

À côté de ce programme orienté vers un élevage intensif, se développera un programme de vulgari-

(1) La croissance démographique actuelle, le faible espoir de voir les villes absorber convenablement l'excédent d'actifs jeunes et la saturation en cours des terroirs anciens, expliquent le choix par les autorités de l'ancien régime malgache d'une politique d'accélération des migrations rurales vers le Moyen-Ouest.

(2) Le *Kizoz* est une variété de *Pennisetum purpureum*, ou « herbe à éléphant », introduite du Kivu à Madagascar.

(3) Rapport d'activité du BDPA-ODEMO de 1970. Tananarive.

sation d'une durée de 12 ans environ. Sans entrer dans les détails de l'opération, retenons que le migrant est soumis à un encadrement technique et économique étroit. Une phase préliminaire de deux ans voit le migrant s'installer et démarrer dans son activité. Puis pendant dix ans il doit, grâce à l'encadrement, acquérir les techniques qui feront de lui un paysan hautement qualifié dans une agriculture planifiée (1).

2.2. L'ORGANISATION DE L'ESPACE

Il était évident que l'élaboration d'une stratégie aussi nouvelle pour la région, ne pouvait que se répercuter spectaculairement sur l'organisation de l'espace aménagé par l'ODEMO et sur les paysages.

L'aménagement des bas-fonds et des plateaux doit être la clé de voûte de l'opération.

Sur les plateaux aménagés en D.R.S. (Défense et Restauration des Sols), des courbes de niveau tracées sur les flancs de *lanety* permettent de protéger de l'érosion les surfaces cultivées. Cette technique nécessite d'abord un piquetage des courbes par une équipe de topographes, le traçage des courbes au tracteur, leur matérialisation et la fixation du bourrelet par des plants de *Kizoz* ou de *Stylosanthes*. Les résultats de ce travail sont spectaculaires et les vues aériennes d'Andriambe attestent du remodelage des paysages. D'autre part, pour assurer les besoins domestiques, un boisement des exploitations à raison de 1 ha pour chacune est réalisé.

Une fois les travaux de D.R.S. et d'établissement de pistes de raccordement terminés, on entre dans la phase du lotissement. Celle-ci fait appel à une couverture par photographie aérienne à partir de laquelle est établi un plan d'ensemble au 1/2 000^e avec indication des surfaces pour chaque exploitation. D'autre part, les pâturages sont semés de *Stylosanthes*, les bas-fonds mis en pâture.

Ainsi, à son arrivée en saison sèche, le migrant, outre l'habitat réalisé par l'ODEMO, trouve un lot prêt pour la culture. Le type d'habitat retenu a souvent été la maison familiale perchée au sommet d'un plateau, distante de quelques centaines de mètres, voire de 1 ou 2 km de l'habitation du lot immédiatement voisin. École, bloc sanitaire, centres de vulgarisation, d'élevage, services administratifs enfin, sont groupés au centre du secteur avec les logements du personnel ODEMO.

2.3. L'IMPLANTATION DES MIGRANTS

La politique d'immigration sélective est le corollaire de l'ensemble des aménagements réalisés et des orientations agricoles recherchées. Il apparaît que dans ce domaine, l'ODEMO n'a pas su définir à temps et surtout imposer une politique d'immigration. On doit ajouter que la multiplicité des organismes officiels ayant vocation de s'occuper des migrations n'a en rien simplifié le problème.

À partir de 1971 s'affirme le souci de recruter des migrants motivés et sélectionnés. Des tournées d'information sont menées par des responsables de l'ODEMO dans les zones de départ des Hautes Terres. Des paysans sont amenés aux frais de l'ODEMO pour quelques jours sur les différents secteurs du Moyen Ouest. Ils peuvent ainsi découvrir la région, se renseigner sur les conditions de vie, le style de travail demandé. Faute de documents officiels, il est trop tôt encore pour se prononcer sur la valeur de cette méthode et ses premiers résultats. Quoiqu'il en soit, il y a un progrès évident par rapport aux pratiques des années précédentes où l'ODEMO recrutait des migrants marginaux, souvent d'anciens manœuvres ou tâcherons des sociétés d'aménagements. L'importance des échecs enregistrés aurait dû provoquer plus vite un changement radical de pratique.

Si nous nous en tenons au processus actuel de recrutement des migrants, leur installation sur un lot se fait aux mois de juillet-août-septembre. Le migrant trouve un lot aménagé en D.R.S. avec des parcelles de *Stylosanthes* et un piquetage des bas-fonds. La maison provisoire est prête. Ne pouvant bénéficier dès la première année de prêts à l'installation (les prêts ne bénéficieraient d'aucune garantie) le migrant reçoit une aide au démarrage : on lui laboure gratuitement deux hectares la première année, et un hectare la deuxième année. Mais le bénéficiaire doit s'engager à faire les rotations culturales prévues.

— Une paire de bœufs de trait est mise en pension par groupe de trois exploitants. Elle pourra être achetée définitivement ou revendue (valeur 30 000 FMG).

— Une charrette, une charrue seront mises à la disposition d'un groupe de trois migrants (valeur 220 000 FMG).

— Par groupe de 9 migrants, on aura en plus une

(1) On peut s'interroger sur la crédibilité d'une telle hypothèse de base qui postule une stabilité des institutions, des hommes qui les dirigent, des choix politiques, économiques et sociaux qui les sous-tendent dans un pays du Tiers Monde où l'évolution des choses peut soudain connaître des renversements radicaux et des accélérations brutales des processus.

faucheuse attelée, un râteau faneur, un pulvériseur (valeur 220 000 FMG).

Ce matériel est confié aux migrants contre versement d'une location forfaitaire annuelle d'un montant de 10 % de la valeur initiale des matériels. Ce matériel est laissé de 3 à 5 ans aux exploitants, puis leur est revendu à la valeur résiduelle :

— du bois d'œuvre est cédé pour la construction d'une étable ;

— des boutures de manioc et *Kizoz* nécessaires à la plantation des premières parcelles sont données par l'ODEMO ;

— les semences de riz et maïs sont prêtées lors de la première campagne ;

— enfin une aide alimentaire offerte par le P.A.M. (Programme Alimentaire Mondial) prévoit le don de lait en boîte, de farine de poisson sec.

De plus, le migrant peut obtenir quelques revenus monétaires en louant temporairement ses services à l'ODEMO (travaux de reboisement ou d'entretien), au tarif de 150 FMG par journée de travail.

* * *

Nous nous sommes contenté lors de cette rapide approche des concepts fondamentaux de l'opération ODEMO, de rappeler les grands principes et les dispositions générales retenues. Le cadre de cette étude n'étant pas l'analyse critique d'une structure d'aménagement rural mais plutôt l'analyse de ses effets, nous avons été volontairement schématique. De nombreux aspects secondaires relatifs aux techniques agricoles, à l'encadrement, aux financements, aux revenus escomptés et aux accroissements de production n'ont pas été évoqués. Il faut ajouter que les changements fréquents de direction (en deux ans 3 directeurs se sont succédé), l'instabilité des ingénieurs et l'évolution des orientations officielles ont fait qu'une partie de ces dispositions est restée lettre morte ou a été modifiée.

D'ailleurs les effets provoqués par la grande mobilité des responsables de l'ODEMO ces dernières années, et les remises en cause au moins semestrielles des orientations, ont abouti à des perturbations importantes, surtout à Anosy et sur l'Imanga. Andriambe, par sa situation géographique marginale, fut moins touché par les bouleversements continus.

Retenons les faits essentiels suivants qui marquent les conceptions et les réalisations de l'ODEMO.

— La politique d'immigration doit permettre à une agriculture familiale de devenir économiquement attrayante grâce à une culture rationalisée et à un élevage amélioré.

— Cette politique implique la mise en culture des *lanety* protégées par la D.R.S., l'aménagement

des bas-fonds en pâturage, l'introduction de fourrages nouveaux dans la région. Le régime alimentaire des bœufs est transformé par le passage de l'élevage extensif traditionnel à l'élevage intensif ; le type d'agriculture proposé implique une discipline de travail et un sens de l'organisation lié aux schémas culturels. L'emploi de fumier, la culture du riz pluvial sur les collines, l'emploi d'un matériel agricole et de techniques souvent complexes nécessitent une ouverture intellectuelle des paysans et un goût de l'effort pour assimiler les conseils des vulgarisateurs.

— Enfin le remboursement des prêts bancaires consentis en deuxième ou troisième année, l'amortissement du matériel, des bœufs de trait, des engrais et des semences, impliquent l'insertion du paysan dans les mécanismes d'une économie monétaire volontariste et prévisionnelle.

Enfin le bouleversement des habitudes et des mentalités impliqué par l'opération ODEMO est important et sa réussite prend les allures d'un pari.

2.4. TYPOLOGIE DES MIGRANTS EN PLACE A ANDRIAMBE

Nos enquêtes ont porté sur 82 migrants installés sur les lots d'Andriambe en 1972.

Au point de vue ethnique on trouve 40 % de Merina, 23 % de Betsileo et 22 % d'Antandroy. Les autres ethnies, souvent d'origines côtières, n'étaient que marginales avec 10 % de l'effectif. Ainsi la prédominance des originaires des Hautes Terres (Merina et Betsileo) et la présence d'un fort groupe Antandroy reflètent dans cette expérience la diversité ethnique de Madagascar.

Diversité aussi du point de vue religieux avec une légère majorité de catholiques, un groupe assez fort de « païens », surtout Antandroy, et un petit groupe de protestants.

L'étude des classes d'âges montre une jeunesse relative de la population migrante, 60 % des migrants étaient âgés de moins de 40 ans (contre 41 % pour l'ensemble des migrants du Moyen-Ouest).

Classes d'âge	% migrants Andriambe	% migrants Moyen-Ouest
20 à 24 ans.....	10 %	19 %
25 à 29 ans.....	10 %	19 %
30 à 39 ans.....	40 %	24 %
40 à 49 ans.....	17 %	22 %
50 à 59 ans.....	10 %	17 %
+ de 60 ans.....	12 %	17 %

Le tableau comparatif nous montre une situation favorable avec une forte proportion d'adultes jeunes ou dans la pleine force de l'âge par rapport au Moyen-Ouest. La politique de recrutement sélective des migrants entamée par l'ODEMO a été efficace dans ce domaine (1).

La structure familiale des migrants pose certains problèmes comme le montre le tableau : le nombre de célibataires, veufs et divorcés atteint 20 % de l'effectif, ce qui est important et ne correspond pas à la structure rurale normale.

Célibataires	12 %
Veufs, divorcés	8 %
Mariés sans enfants présents	30 %
Mariés avec enfants présents	48 %

D'autre part, on peut s'étonner du nombre de couples mariés sans enfants. En fait, les 2/5 de ces couples sont d'ethnie Antandroy. Traditionnellement les Antandroy qui émigrent laissent leurs enfants au village natal à la garde des parents. Cela peut constituer un facteur d'instabilité, alors que la colonisation entend fixer le paysan et lui faire assurer des travaux agricoles réguliers.

La taille moyenne des familles est de 3,7 personnes, taille faible par rapport à la moyenne rurale du Moyen-Ouest qui est de 5 personnes environ. Ainsi ces observations dégagent une forme tronquée et inachevée de la situation démographique d'Andriambe, porteuse de ferments d'instabilité en milieu rural.

Cette instabilité semble liée à la diversité des origines géographiques et à la disparité des motivations des migrants, comme le montre le tableau récapitulatif ci-dessous.

Régions d'origine	Merina	Betsileo	Antandroy	Autres ethnies
Tananarive et Imerina central.....	70 %			
Nord Betsileo.....		75 %		
Sud Betsileo.....			60 %	
Pays Antandroy.....			30 %	
Menabe.....			10 %	
Sud Malgache.....				90 %

Le tableau montre le caractère itinérant des migrations Antandroy qui se font par relais successifs. Une très forte partie des Betsileo originaires du

Nord sont issus de Fandriana et Ambositra, terroirs actuellement surchargés. Il est à souligner qu'un peu moins de la moitié des migrants mariés ont une épouse de la même ethnie. Cela traduit aussi sociologiquement une certaine « dérive » par rapport aux ruraux traditionnels. La migration d'Andriambe n'appartient pas au schéma classique des migrations rurales malgaches, ainsi qu'en témoigne le tableau des origines des migrants. Le fait que près de la moitié de l'effectif vient de la capitale ou d'une ville du Moyen-Ouest est assez exceptionnel si l'on se réfère aux caractéristiques des migrations inter-régionales malgaches.

De plus, un fort contingent de migrants (plus du tiers) a séjourné plus ou moins longtemps dans d'autres zones ou villages sans se fixer.

Origine	% de l'effectif
Venus directement de leur village.....	15 %
Ayant séjourné en ville.....	45 %
Ayant séjourné dans d'autres régions.....	35 %

L'étude des motivations qui ont amené les migrants à s'installer à Andriambe confirme d'ailleurs le caractère particulier de sa population. Le tableau des motivations nous dessine une sorte de migration de fortune : beaucoup se sont installés par opportunité plutôt que par vocation. Les « chômeurs », les anciens tâcherons des sociétés d'aménagement forment près de la moitié de l'effectif de ce secteur, ce qui est paradoxal.

Motifs d'immigration

Chercher du travail.....	30 %
Rejoindre des parents.....	18 %
Anciens employés du BDPA, Sakay.....	15 %
Chercher des terres à cultiver	15 %
Recrutement par l'ODEMO.....	12 %

Tous ces caractères, diversité ethnique, irrégularité de la structure démographique, hétérogénéité ethnique des couples, origine urbaine de nombreux migrants, motivations d'installation souvent opportunistes, montrent les limites et la fragilité de l'expérience d'Andriambe.

3. Dynamique de la mise en valeur d'Andriambe

Après avoir analysé la situation des migrants il est maintenant nécessaire d'esquisser un bilan de leur activité. Ce bilan, dans notre esprit, devait porter sur les périodes qui s'étendent de la création

(1) ROUX (J.-C.), 1973, « Colonisation en miettes et polarisation de l'espace dans le Moyen-Ouest occidental (Commentaire de l'Atlas du Moyen-Ouest occidental). Tananarive, O.R.S.T.O.M.

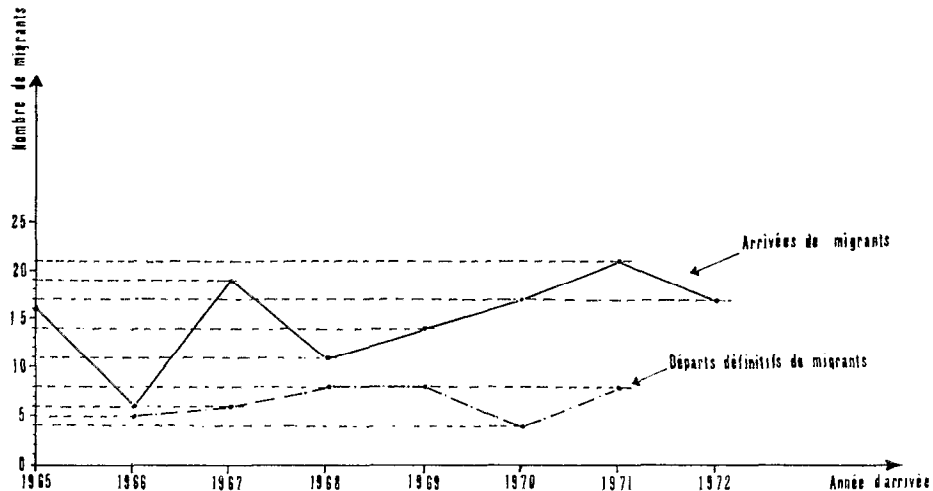


Fig. 3. — Mouvements des migrants de 1965 à 1972 (balance arrivée/départ).

de la zone en 1965 à la date de notre enquête (1972). Malheureusement les archives de l'époque semblent avoir été des plus sommaires, au mieux il n'en reste que les bilans placés dans les rapports d'activité de l'ODEMO-BDPA, à partir de l'année 1968 seulement. En dehors de cela, les archives, si elles ont existé, ont disparu ou sont inexploitable. Il a fallu attendre 1970, avec la prise en main et la relance du secteur, pour voir apparaître un archivage assez général et assez ordonné.

Aussi les seules données approfondies dont nous disposons concernent l'année 1971 et partiellement l'année 1972, grâce à nos propres enquêtes sur le terrain.

3.1. BILAN GÉNÉRAL 1969-72

1. Mouvement des migrants (arrivées/départs)

Le premier terme de cette analyse doit porter d'abord sur les effectifs de migrants arrivés à Andriambe depuis 1965, sur le nombre de ceux qui

ont quitté le secteur volontairement ou ont été renvoyés et le nombre de ceux qui sont restés jusqu'à ce jour.

Comme nous le montre le diagramme concernant le mouvement des migrants, le solde arrivées/départs est resté constamment positif. Mais on doit noter aussi la relative importance des départs. On distinguait trois catégories de migrants : ceux qui étaient recrutés par l'ODEMO, soit 22,5 % du total des migrants en 1972, les migrants venus « spontanément » avec 55 % de l'effectif et enfin des paysans traditionnels qui résidaient près d'Andriambe et se sont insérés dans l'expérience (22 %). Ce n'est qu'à partir de 1970 que les effets d'une politique de recrutement se font sentir.

Entre 1965 et 1971, 125 migrants sont venus s'installer à l'ODEMO ; il en restait 82 en 1972 soit un taux d'abandon du tiers de l'effectif, ce qui est un échec sensible. Les tableaux explicitent cette situation en ventilant par année les résultats obtenus.

Catégories des migrants installés (en 1972) à l'ODEMO et dates de leur installation

MIGRANTS	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	Total
Recrutés.....	1	0	3	0	2	2	10	18
Spontanés.....	5	2	3	7	8	10	10	45
Autochtones.....	0	1	1	3	4	5	4	18
TOTAL.....	6	3	7	10	14	17	24	81 (+)

(+) S'ajoute à cela un migrant dont nous ignorons l'origine.

MOUVEMENTS DES EXPLOITANTS MIGRANTS ET DES PAYSANS DE LA RÉGION

Années	Total arrivées	Migrants ayant abandonné les lots							Reste cumulé
		1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	
1965.....	19	—	5	3	2	—	—	—	9
1966.....	7	—	—	2	2	—	—	—	12
1967.....	22	—	—	1	4	4	2	1	22
1968.....	13	—	—	—	—	2	1	—	32
1969.....	19	—	—	—	—	2	1	4	41
1970.....	20	—	—	—	—	—	—	4	60
1971.....	25	—	—	—	—	—	—	3	82
TOTAL.....	125	—	5	6	8	8	4	12	82

Il s'agit là bien sûr des migrants restés à l'ODEMO depuis leur installation. Le faible effectif des migrants recrutés, le nombre très élevé de migrants spontanés et de paysans de la région traduisent bien l'absence de politique cohérente de l'ODEMO en ce domaine.

Le recrutement « fait sur le tas » a été un échec humain et économique comme en témoigne le nombre de départs. Et encore la situation d'Andriambe en ce domaine semble-t-elle meilleure que celle d'Anosy, autre secteur ODEMO. Il est évident que ce taux élevé d'échecs a eu des incidences économiques lourdes sur la gestion de l'ODEMO, et un effet désastreux sur le plan psychologique.

Lors des enquêtes faites auprès des villages traditionnels proches d'Andriambe, à la question : « que pensez-vous de l'expérience ODEMO ? », beaucoup de paysans répondaient : « Ce n'est pas une bonne chose puisque beaucoup de paysans ne veulent pas y rester un ou deux après leur installation ». Réflexion d'un bon sens empirique, les chiffres du précédent tableau soulignant justement que les départs sont les plus nombreux après deux années passées sur les périmètres de l'ODEMO.

2. Bilan d'activité au niveau des surfaces cultivées

Il est nécessaire, malgré le laconisme des documents et des rapports d'activité que nous avons pu analyser, d'établir un bilan de l'activité agricole des migrants notamment par l'évolution des surfaces cultivées.

Au mois de juillet 1972, pour les 82 migrants en place à Andriambe, on obtenait les résultats contrôlés ci-après.

Ce tableau établit que 17 % des migrants cultivent moins de 1,5 ha, 51 % entre 1,5 ha et 3 ha et 32 %

Surfaces cultivées	Nombre de migrants	% de l'effectif des migrants
0 ha.....	2	2,43 %
Jusqu'à 0,50 ha.....	3	3,65 %
0,51-1 ha.....	2	2,43 %
1 ha-1,5 ha.....	7	8,53 %
1,5-2 ha.....	13	15,65 %
2 ha-2,5 ha.....	16	19,51 %
2,5-3 ha.....	13	15,85 %
+ de 3 ha.....	25	31,70 %

dépassant 3 ha de cultures. En 1969-70, 120 ha étaient cultivés à Andriambe d'après les sources ODEMO. A cela s'ajoutaient 122 ha de pâturages. En juillet 1972, la situation avait nettement évolué dans un sens plus favorable par rapport à 1969-70.

	1969-1970	1972
Riz pluvial.....	73 ha	76,81 ha
Maïs.....	10 ha	49,55 ha
Arachide.....	17 ha	62,66 ha
Manioc 1 ^{re} année.....	12 ha	20,46 ha
Divers.....	6 ha	45,60 ha
	118 ha	255,08 ha

L'examen de ces chiffres montre la stagnation des cultures de riz pluvial, la très forte extension des cultures de maïs et d'arachide. Rappelons que l'arachide est ici une production très attractive, procurant très vite un revenu monétaire au paysan.

Pour résumer brièvement l'évolution sur trois campagnes des surfaces mises en cultures, on peut regrouper les données recueillies dans le tableau suivant :

% de migrants par campagnes agricoles	cultivent moins de 1 ha	de 1 à 2,5 ha	plus de 2,50 ha
1969-1970.....	30 %	42 %	28 %
1970-1971.....	12 %	48 %	42 %
1971-1972.....	9 %	43 %	48 %

Ce tableau relate les étapes d'une évolution qui s'avère favorable en termes de mise en culture. On voit ainsi se mettre en place des cultures à partir de la relance des opérations en 1969, avec au départ de faibles surfaces cultivées par lot, puis un agrandissement significatif en 1971-72.

3.2. TYPOLOGIE DES DYNAMISMES INDIVIDUELS

Pour aborder ce problème, il est nécessaire de s'interroger sur le travail agricole et son intensité, au niveau des cultures de bas-fonds comme de *tanety*, de répertorier les revenus et les dépenses et de les ventiler par grandes catégories.

1. *Les temps de travaux* : On doit en distinguer deux types : les travaux dans les bas-fonds et sur les *tanety*.

Temps de travaux sur les rizières de bas-fonds (moyenne par exploitation)

Chef de famille	Épouse	Enfants	Total
27	16	26	69

Il ressort de ce tableau que l'exploitation typique requiert en moyenne 69 journées de travail ; l'utilisation de la main-d'œuvre secondaire (épouse + enfants) est déterminante. A cela il faut ajouter le travail fourni par l'entraide reçue (16 journées en moyenne) et des journées de travail salarié (qui atteignent une moyenne de 12). Le total est de 97 journées de travail pour obtenir une production de riz de bas-fond de 1266 kg par exploitant. Les écarts extrêmes, pour donner un sens aux chiffres produits, varient entre 8 journées de travail au minimum et 234 journées au maximum.

La corrélation entre la culture de riz de bas-fond, l'ethnie, la date d'arrivée et le nombre d'enfants montre que les différences ethniques ne semblent pas jouer puisque chaque ethnie représentée cultive le riz de bas-fond dans des proportions similaires. Notons néanmoins l'importance du nombre des Antandroy qui ont entrepris cette culture. Les dates d'arrivée sont plus intéressantes. La moitié de

l'effectif des migrants cultivant le riz de bas-fond s'est installée avant 1967. Cinq autres migrants se sont installés en 1969-70 et 7 autres en 1971-72. Ainsi une partie notable des migrants ODEMO consacre une part souvent appréciable de son potentiel de travail à une culture de bas-fond non prévue dans les schémas ODEMO, mais tolérée comme appoint. Si cette culture semble justifiée pour les nouveaux arrivants soucieux d'assurer leurs besoins en riz par une culture traditionnelle, le fait que la moitié de ces rizicultures se soit installée avant 1968 est plus surprenant. Il semble traduire un blocage psychologique ou une réticence technique face aux schémas ODEMO. D'autre part, ceux des cultivateurs de riz de bas-fond qui ont avec eux des enfants en comptent en moyenne 3,2 contre 2,6 en moyenne pour les pères de famille d'Andriambe : les charges familiales semblent donc inciter à cette culture.

Cultures de tanety et de pente

Ces cultures qui sont la pièce maîtresse du programme ODEMO, sont pratiquées par l'ensemble des migrants étudiés. Ils auraient en moyenne générale investi 152 journées de travail, dont 58 assurées par le chef de famille, 39 par son épouse, 35 par les enfants, 18 par l'entraide reçue, 2 par l'appel aux salariés. Ces chiffres seuls prouvent l'intensité du travail des enfants : rappelons en effet que près de la moitié des migrants sont sans enfant (d'où un écrasement de la moyenne). L'entraide est peu importante (11 % de l'ensemble) et le recours aux salariés exceptionnel. Des écarts sensibles existent d'ailleurs mais ils sont marqués par les moyennes citées. Ainsi le chiffre le plus élevé est de 466 journées de travail au total pour un exploitant. Le plus faible est de 24 journées.

Nombre de journées de travail par exploitation :

100 à 200 journées.....	62 %
200 à 300 journées.....	12 %
300 à 400 journées.....	18 %
+ de 400 journées.....	8 %

Une forte majorité des migrants travaille entre 100 et 200 journées, tandis qu'une minorité d'entre eux (8 %) accomplit un nombre de journées de travail nettement supérieur (+ de 400 journées).

L'ensemble du travail réalisé se répartit ainsi :

Chef de famille.....	36 %
Épouse.....	36 %
Enfants.....	23 %
Entraide.....	10 %
Salariat.....	2 %
Divers autres.....	3 %

Les schémas de culture de l'ODEMO ne prévoyaient

pas de cultures de riz de bas-fond, mais elles furent tolérées et 40 % des migrants s'y sont adonnés. Il en résulte pour eux un chiffre moyen de 218 journées de travail au total, soit un effort supérieur du tiers à celui d'un migrant qui suivrait normalement les schémas prescrits. On voit ainsi apparaître le prix que le paysan est prêt à payer en effort physique supplémentaire pour maintenir une culture traditionnelle, pour lui vitale, mais non prévue par l'ODEMO.

Cette brève analyse fait apparaître deux faits essentiels. Femmes et enfants des migrants ODEMO sont soumis à un travail plus intense en moyenne que sur les exploitations traditionnelles ; cela semble surtout vrai pour les enfants. Si on compare les temps de travaux moyens par catégorie avec les temps de travaux effectués dans un village traditionnel étudié (1) on constate des moyennes beaucoup plus faibles parmi les exploitants traditionnels qui, il est vrai, s'emploient assez largement comme salariés.

2. Les revenus des migrants et leurs corrélations

Nous ne connaissons statistiquement les revenus des migrants que pour la campagne 1971-72. Ces revenus proviennent de la vente à l'ODEMO de produits de l'agriculture et de l'élevage et des salaires payés aux migrants pour des travaux effectués à Andriambe pour le compte de l'ODEMO. Le tableau ci-dessous donne l'origine et la part de ces différents revenus et les compare avec les revenus d'un village traditionnel du Moyen Ouest déjà cité, Ambalabararata.

	Revenu agricole	Élevage	Salaires agricoles et autres revenus
Village traditionnel (Ambalabararata).....	47 %	33 %	18 %
Andriambe.....	35 %	33 %	32 %

La part du revenu agricole est plus faible à Andriambe qu'à Ambalabararata et, si les revenus de l'élevage sont équivalents, Andriambe tire du salariat près du tiers de ses revenus, ce qui montre combien les migrants dépendent encore de l'ODEMO. 80 % d'entre eux perçoivent un revenu agricole, 80 % reçoivent des revenus de l'élevage et 80 % des revenus du salariat.

Le revenu global par tête à Andriambe est de 85 897 francs malgaches. Les tableaux ci-dessous nous précisent les tranches des revenus en fonction des types d'activités (agriculture, élevage, salariat).

Revenus agricoles	% de migrants
néant.....	8 %
moins de 10 000 Fmg.....	10 %
moins de 20 000 Fmg.....	10
33 000 Fmg de revenu moyen.....	58 %
plus de 50 000 Fmg.....	12 %

Nous obtenons pour ce village-type la répartition suivante des temps de travaux :

Travail de la famille.....	61 %
Entraide.....	12 %
Travail salarié.....	27 %

Élevage	% de migrants	Salaires	% de migrants
Néant.....	20 %	néant.....	20 %
Moins de 20 000 Fmg.....	22 %	Moins de 5 000 Fmg.....	20 %
37 000 Fmg de revenu moyen.	41 %	19 600 Fmg en moyenne...	57 %
Plus de 50 000 Fmg.....	17 %	Plus de 50 000 Fmg.....	3 %

Il ressort de la lecture de ces tableaux que le revenu agricole est marginal pour plus de 20 % des migrants, les revenus de l'élevage, eux, sont nuls ou simplement -n appoint pour 42 % des migrants. De même les revenus du salariat ne sont qu'accessoires pour 40 % de la population concernée. Ceci traduit les disparités existantes à l'intérieur des revenus et les inégalités sensibles de revenus entre migrants.

Trois exemples de migrants illustrent ces disparités dans la formation du revenu entre les revenus des migrants. Le cas n° 1 est celui d'un migrant dont le revenu s'élève à 443 000 Fmg, mais 23 % de ce revenu est acquis par le salariat (travaux de maçonnerie effectués pour l'ODEMO, car l'intéressé est un ancien maçon). Dans le cas n° 2, le revenu s'élève à 336 000 Fmg, mais 48 % de cette somme provient du salariat. Enfin, dans le cas n° 3 le revenu est de 208 000 Fmg dont 94 % provient de la vente de produits d'élevage.

Il est évident que si les revenus obtenus en moyenne par les migrants de l'ODEMO sont équivalents à ceux du village traditionnel d'Ambalabararata, l'origine de ces gains est différente, comme le montre l'importance des salaires obtenus en dehors de l'exploitation. L'ODEMO explique la médiocrité

(1) ROUX (J.-C.), 1972, « Ambalabararata (Moyen-Ouest) : l'évolution d'un terroir vers la saturation dans une zone de colonisation récente ». 113 p.+7 cartes, dactylographié, non publié.

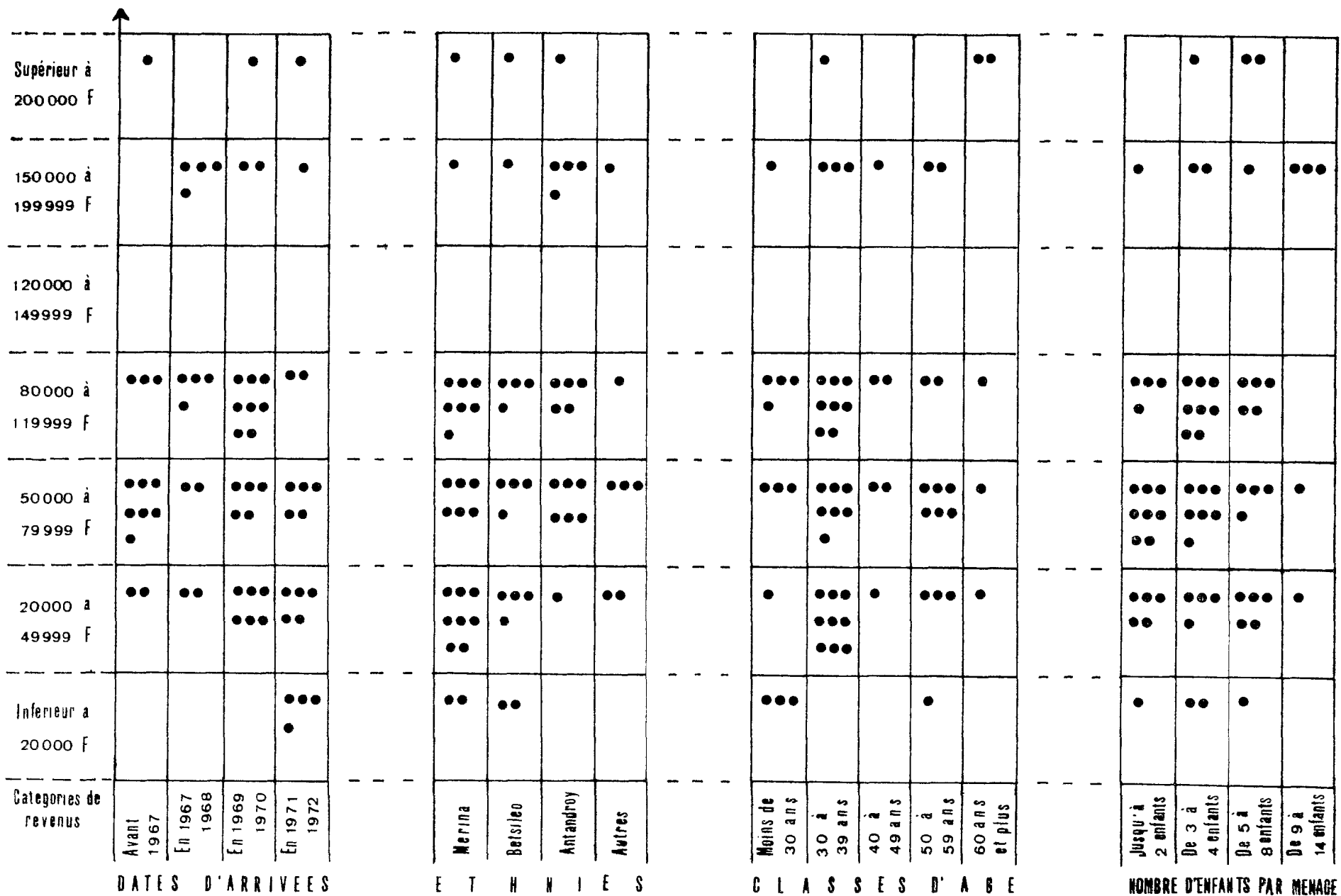


Fig. 4. — Mise en corrélation des revenus des migrants (date arrivée, ethnie, classe d'âge, nombre d'enfants par ménage).
 — Enquête portant sur 65 migrants et leurs revenus par tranche. 1 point = 1 migrant.

des revenus de l'agriculture et de l'élevage chez une forte partie des migrants par leur indiscipline ou leur refus de suivre les schémas de culture prévus.

Les revenus et la date d'arrivée

Le diagramme de position des revenus en fonction de la date d'arrivée établit que les migrants installés avant 1967 se situent presque tous autour du revenu moyen. Cela traduit l'échec du lancement de l'opération Andriambe pour les premiers migrants des années 1965-67. La répartition des revenus est meilleure pour les migrants installés en 1967-68 dont le tiers atteint de forts revenus et dont la majorité se groupe près du revenu moyen.

A partir de 1969, le meilleur fonctionnement du secteur (impulsion des opérations et mise en ordre) se traduit par une meilleure répartition des revenus. Bien sûr, du fait du caractère récent de leur installation, la proportion des immigrants de revenus faibles est marquée en 1971 et 1972, mais il s'agit de ceux qui sont encore en train d'établir leur exploitation. Si certains immigrants récents ont de forts revenus c'est parce qu'ils sont prioritairement embauchés par l'ODEMO. Finalement 6 % des migrants ont de bas revenus (moins de 20 000 Fmg) et ils sont tous arrivés en 1971-72, 51 % atteignent un revenu moyen comparable à ceux des paysans traditionnels du Moyen-Ouest, 30 % ont des revenus moyens comparables à ceux des exploitants dynamiques des Hautes Terres et 13 % ont des revenus élevés. Sous cet angle, la répartition des revenus est relativement satisfaisante par rapport aux revenus ruraux moyens à Madagascar.

Les revenus et l'âge

Dans la classe des moins de 30 ans, les revenus traduisent une réussite modérée avec une quasi-absence de revenus forts ou élevés et une proportion notable de revenus faibles.

Au niveau de la classe des adultes de 30 à 39 ans, les résultats sont meilleurs. Pas de revenus faibles, et malgré un groupe de revenus médiocres, la majorité des migrants reçoit des revenus moyens et élevés.

Ce glissement vers les revenus moyens et élevés devient sensible dans la classe d'âge des 40-49 ans : les deux-tiers des migrants entrent dans cette catégorie.

Enfin la classe des 50 à 60 ans a réussi au point de vue des revenus puisque la majorité de ses membres se situe dans la gamme des revenus moyens et élevés.

Les revenus et l'éthnie.

Il est toujours délicat d'utiliser les données ethniques comme terme de différenciation sociale ou

économique. Néanmoins dans une situation de colonisation et de dynamique migratoire diversifiée, l'éthnie peut être un facteur appréciable de stimulation (ou de freinage) dans les résultats économiques atteints par les individus.

Le croisement ethnique-revenus nous amène pour Andriambe à faire des constatations intéressantes : c'est le groupe ethnique Antandroy (nous avons signalé sa relative importance numérique avec plus de 25 % des migrants) qui obtient les meilleurs revenus. Aucun Antandroy n'a un revenu inférieur à 20 000 Fmg, un seul a un revenu faible de 20 à 50 000 Fmg.

Près de 30 % des Antandroy ont exactement le revenu moyen de 50 à 80 000 Fmg. Presque aussi nombreux sont ceux qui ont des revenus moyens forts, de 150 000 à 200 000 Fmg et enfin l'un d'entre eux se classe parmi les trois exploitants ayant les plus gros revenus. Nous constatons donc une remarquable position, au niveau des revenus, du groupe Antandroy.

Le groupe Betsileo, égal en effectif au groupe Antandroy, connaît lui aussi des revenus moyens (les trois-quarts du groupe), deux revenus forts et deux bas revenus. Le groupe Merina (le plus nombreux avec 40 % des migrants) détient la moins bonne répartition des revenus. En effet, si deux Merina seulement ont des bas revenus, le tiers d'entre eux a des revenus moyens faibles ; le quart des Merina se situe dans les revenus moyens et un autre quart dans les revenus moyens forts. Un seul individu atteint un niveau fort, supérieur à 200 000 Fmg ; on peut constater que les exploitants classés sous la rubrique « autres ethnies » et qui comprend 10 % des migrants ont une bonne répartition dans l'échelle des revenus. Ainsi, il apparaît que c'est le groupe ethnique Antandroy, le plus excentrique géographiquement, qui a les meilleurs revenus. Il est suivi par les Betsileo dont le courage, l'endurance, le sens de l'économie sont bien connus. On peut s'interroger sur la permanence de ces résultats car les Antandroy ont tendance à faire preuve d'une grande mobilité.

Les revenus et les effectifs familiaux

Le groupe des cultivateurs qui vivent seuls se situe dans la gamme des revenus faibles. Comme cet échantillon est peu significatif statistiquement puisqu'il ne concerne que 5 exploitants, nous ne pouvons en tirer des conclusions générales. Il apparaît finalement que le groupe d'exploitants ayant la charge de famille la plus forte reçoit les rentrées d'argent les plus fortes. Ces hauts revenus n'ont rien de surprenant lorsque l'on sait que la force de travail manuelle est à la base de la réussite d'une exploitation agricole.

3. Dépenses et budgets familiaux

A Andriambe, la dépense moyenne par migrant est de 52 861 Fmg. La masse globale dépensée se ventile en quelques postes principaux dont chacun ne représente qu'un montant modeste, comme l'illustre le tableau.

Alimentation	Dépenses d'exploitation	Objets de ménage et meubles	Divers	Habillement	Impôts & taxes	Fêtes Cérémonies Foires
23 %	26 %	10 %	10 %	7 %	7 %	6 %

Douze migrants ont, d'après leurs déclarations, des dépenses supérieures à leurs recettes ; parmi eux, cinq migrants avaient chacun un découvert supérieur à 10 000 Fmg.

Ces déclarations de recettes et dépenses doivent être utilisées avec prudence : elles reposent sur une enquête faite sur une seule campagne agricole ; par ailleurs, une partie des migrants réalise des ventes de produits agricoles hors du contrôle de l'ODEMO. Ces ventes sont faites soit à des collecteurs privés, soit en remboursement de prêts ou pour paiement de dettes. Il est très vraisemblable que la moyenne des revenus réels des migrants dépasse les chiffres proposés ici.

* * *

Cette rapide analyse des revenus appelle de notre part certaines réserves quant à la valeur des résultats comptabilisés. En effet, nos enquêtes nous ont appris qu'un certain nombre d'exploitants dissimulaient une partie des produits récoltés pour les vendre à des collecteurs privés ou bien pour les troquer avec des commerçants contre des tissus, de l'alcool, des transistors. Certaines dettes contractées auprès de particuliers sont remboursées également en nature. Ces transactions semblent se faire de nuit, par camionnettes venant près d'Andriambe. Il faudrait aussi comptabiliser le trafic plus ou moins régulier auquel se livrent quelques migrants qui s'absentent de l'ODEMO sous des prétextes divers, le plus fréquent étant « une visite à la famille » dans le pays d'origine. Toutes ces rentrées d'argent et ces sorties occultes de produits ne peuvent que fausser les bases statistiques dont nous disposons.

L'expérience d'Andriambe est significative dans la mesure où elle illustre les illusions et les défaillances de la planification programmée, appliquée sans transition aux sociétés rurales du Tiers Monde. Au point de vue technique, l'ODEMO apparaît

certaines comme un succès. Le remodelage des *lanely* par les courbes de niveau, les travaux d'infrastructures générales réalisés, les types de cultures déterminés, sont un succès indéniable. Mais n'oublions pas que l'installation d'un chef de famille migrant coûtait en 1972 (tous travaux préparatoires compris) 500 000 francs malgaches. Ce chiffre montre les limites d'une expérience qui était à faire pour tester des méthodes, mais que l'on a eu tort de vouloir généraliser avec l'appui de financements hors de mesure avec les ressources locales.

En dehors du relatif succès technique, nous devons poser les problèmes soulevés par l'expérience de l'ODEMO. Le cadre physique et le système d'organisation des nouveaux terroirs, notamment l'habitat isolé, sur les lots, n'ont jamais été bien acceptés. Rien n'a pu remplacer les habitudes, la sécurité des petits hameaux groupés, dominant leur terroir, typiques des Hautes Terres et souvent fidèlement reconstitués par les migrants spontanés du Moyen Ouest. L'entraide pour les travaux et la solidarité effective n'ont jamais trouvé l'essor qu'elles présentent ailleurs. L'hétérogénéité ethnique et sociale des migrants a joué aussi dans un sens négatif et explique la précarité de beaucoup d'installations ou leurs médiocres résultats.

Nous avons parlé plus haut d'un succès de l'ODEMO au plan technique. Il est temps de se demander si certains de ses postulats qui permettent de parler d'un tel succès ne sont pas à remettre en cause. En effet, trois problèmes se posent et semblent mal résolus. Tout d'abord, l'ambiguïté de la notion de propriété différée. Le migrant ne reçoit son titre qu'après plusieurs années de travail et en faisant la preuve qu'il a satisfait aux conditions posées par l'ODEMO. Mais de nombreux migrants mal dirigés, peu motivés, ont été expulsés et cela décourage beaucoup de candidats sérieux, provoque des réactions de repliement ou de mauvaise volonté chez ceux qui restent.

Les schémas de cultures apparaissent programmés trop théoriquement. La polyculture de *lanely*, bien qu'attrayante, exige une plasticité psychologique et des motivations qui étaient souvent absentes, ou qu'il aurait fallu inculquer au moyen d'une pédagogie plus adaptée. D'autre part, les modifications fréquentes des schémas de cultures ont souvent dérouté les encadreurs de l'ODEMO eux-mêmes. Comment les migrants n'auraient-ils pas pu, eux aussi, être découragés ? Enfin, les efforts faits, au nom de l'insertion dans l'économie monétaire, pour que les migrants contractent des prêts en crédit agricole ont été un échec complet : 26 % seulement des migrants acceptaient le crédit en 1972. La complexité de l'organisation de l'ODEMO, son caractère bureaucratique, ses lourdeurs d'exécution,

le nombre d'encadreurs, contrôleurs, inspecteurs, qu'elle utilise ne préparent pas le paysan à une acceptation aisée et sereine de son nouveau cadre de vie et de travail.

Au niveau même de l'ODEMO, la présence d'ingénieurs et de techniciens européens doublant les responsables malgaches en les suppléant lorsqu'ils font défaut a fini avec l'accumulation des difficultés par créer les conditions d'une crise interne et profonde qui a lourdement hypothéqué le fonctionnement de l'ODEMO. Les changements nombreux de responsables, leur obsession d'avoir des résultats positifs à présenter aux nombreuses missions de contrôle ou de financement envoyées en inspection produisent

des tensions lourdes d'incompréhension pour l'avenir et des oppositions internes (1).

Aujourd'hui, l'agriculture malgache est à un tournant. La fin prévisible des grands programmes ambitieux liés à l'aide extérieure, et le souci d'assurer un développement national de l'agriculture malgache, selon des normes purement malgaches et avec des moyens malgaches marque une rupture radicale avec le passé récent et dresse les limites d'expériences souvent mal adaptées à la paysannerie malgache comme celle d'Andriambe.

*Manuscrit reçu au Service des Publications de l'O.R.S.T.O.M.
le 16 décembre 1976.*

(1) Depuis lors, l'encadrement de l'ODEMO est entièrement assuré par des techniciens malgaches.